

Linky : la filière grenobloise

Quand le laboratoire grenoblois nous prend dans ses filets électroniques

C'est officiel depuis le 17 août 2015 : les compteurs électriques communicants Linky nous seront imposés dès la fin de l'année, et le remplacement des anciens appareils achevé d'ici 2021. Comme annoncé par Jean-Marc Ayrault le 9 juillet 2013. À l'époque, dans un texte intitulé *Humanité 2.0 – Linky, l'Enfer Vert et le techno-totalitarisme*, nous dénoncions l'activisme de l'ex-ministre grenoblois de la Recherche, Geneviève Fioraso, pour « rendre obligatoire et gratuite la transmission des données collectées par les compteurs électriques communicants ». En fait, c'est tout le « laboratoire grenoblois » qui se mobilise depuis des années pour le mouchard à domicile et ses retombées économiques, *comme d'habitude*. Si vous ignorez ce qu'est la liaison « recherche-industrie-pouvoir » qui a fait la prospérité de la cuvette - si vous n'avez pas lu *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !¹* - voici l'occasion de vous rattraper.

Rappel des méfaits : la *smart planet*, nous y sommes

Vous vous rappelez la « planète intelligente » d'IBM ? Ce programme pour tout pucer et transformer le monde en filet aux milliards de mailles s'immisçant au plus intime de nos vies ? Les menaces de son ex-patron, Sam Palmisano ? « *Songez à la perspective d'un billion de choses connectées et intelligentes, partout sur terre (...) Pensez à la quantité d'informations produites par toutes ces entités : elle sera sans précédent. (...) En réalité, presque tout – qu'il s'agisse d'une personne, d'un objet, d'un processus ou d'un service (...) – peut devenir sensible à la réalité numérique et faire partie d'un réseau.* » En 2010, nous avons dénoncé ce plan.² Aujourd'hui, il nous faut répéter, sans mauvaise joie, « on vous l'avait bien dit ». En fait, *ils* nous l'avaient bien dit : « *Le monde entier devient plus intelligent parce que nous voulons qu'il en soit ainsi* » (Palmisano). Ce n'est pas un complot, c'est un rapport de forces : IBM a un projet techno-totalitaire pour la planète ; la technocratie veut des solutions de gestion *optimales* du troupeau humain ; celui-ci acquiesce au nom du « progrès », de son désir de prise en charge et par l'impuissance propre au troupeau. Palmisano et ses complices ont créé la *smart planet* suivant leur volonté.

Donc, en 2015 voici les réseaux « intelligents » (*smart grids*) et les compteurs Linky. Avec des puces et des capteurs sur les équipements électriques et dans le réseau lui-même, ce système permet l'analyse des données de production, de distribution, de consommation, et la prise de décision en temps réel.

On connaît le *smart* principe : tout doit s'hybrider avec l'informatique pour serrer les mailles du filet électronique. Les *smart grids* croisent deux hyper-technologies : l'électricité et le numérique. Cela semble vague, c'est une révolution de plus dans nos pauvres vies de bipèdes. L'électricité, c'est le *power*. EDF, c'est l'Etat dans l'Etat, suivant un cliché qui dit vrai. Les hyper-technologies sont un hyper-pouvoir. Leur interconnexion nous laisse, simples humains, sans arme face à un titan automatisé. Les machines parlent aux machines. Le frigo dialogue avec le compteur, qui

¹ Pièces et main d'œuvre, éditions L'Echappée (2013)

² Cf *IBM et la société de contrainte*, Pièces et main d'œuvre, mai 2010. In *L'Industrie de la contrainte* (éditions l'Echappée, 2011) et Pièce détachée n°50

échange avec le transformateur, qui informe le distributeur. Prière d'exister sans déranger les objets. Prière de se conformer à leurs consignes.

Toujours plus nous amputer de nous-mêmes pour laisser la machine décider – réguler la température, couper les appareils superflus, déclencher les autres, programmer notre unité d'habitation intelligente pour *lisser* la consommation nécessaire à nos fonctions vitales. Le tout sous l'œil électronique de l'Etat branché sur chaque prise électrique, pour nous *aider* à devenir des éco-citoyens responsables. Le prétexte ? Sauver la planète. Le but réel ? Permettre au système de production d'électricité d'absorber une demande croissante, et d'injecter des énergies dites renouvelables dans le réseau. Pour quoi faire ? Alimenter les gadgets *high tech*, les voitures électriques et surtout, les infrastructures de la *smart city*, la cité-machine qui cyber-pilote l'existence de ses citoyens-fourmis : routes automatiques, capteurs et puces RFID, Internet des objets, domotique, objets communicants, robots et automates, *data centers*, etc. La ville et la planète « intelligentes » sont *d'abord* une ville et une planète électriques. Sans courant, pas de connexion. Voilà pourquoi, en 2014 devant le Sénat, l'ex-PDG d'EDF Henri Proglio se déclare « *convaincu qu'à l'horizon 2030, compte tenu de l'augmentation de la demande, l'ensemble du parc nucléaire actuel - y compris Flamanville - suffira à peine à couvrir la moitié des besoins* ». ³ Compris, les nigauds de l'éco-citoyenneté et de la COP21 ? Il n'est pas question de réduire la consommation d'électricité globale, mais de rationaliser la distribution pour mieux numériser notre passage sur Terre.

C'est à cela que sert Linky. Il est l'outil de notre incarcération dans le monde-machine. C'est pour ce motif que nous devons le refuser. Certes, le compteur « intelligent » inondera nos maisons de champs électromagnétiques toxiques. Mais obtenir le blindage anti-rayonnement de nos circuits électriques ne nous épargnera ni l'enfer Vert ni la *smart planet*.

Le techno-gratin en tête de ligne

Que fait Grenoble dans cette avancée techno-totalitaire ? Tout. Depuis l'invention de la Houille blanche par Aristide Bergès en 1864 et de la distribution d'électricité par Marcel Deprez en 1884 jusqu'au nucléaire, la cuvette prospère sur l'industrie électrique. Aucune surprise donc à retrouver dans le programme Linky les figures du techno-gratin, aussi habiles à négocier leur *expertise* qu'à siphonner la manne d'Etat dès qu'il s'en présente. Comme dit l'Agence de promotion de l'Isère avec une pudeur toute dauphinoise : « *L'agence internationale de l'énergie estime quant à elle que 18 000 milliards de dollars d'investissements seront réalisés dans les infrastructures électriques d'ici 2035. On comprend dès lors que de nombreux acteurs se positionnent sur ce marché en émergence.* » ⁴ Industriels, chercheurs, élus, tous unis pour *se positionner*.

Admirez le savoir-faire.

Dès 2009, le techno-gratin saisit l'aubaine des « Investissements d'Avenir » de Sarkozy. Un consortium réunissant GEG, ERDF, GDF Suez, Schneider Electric, l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG), répond à l'appel à projet de l'Ademe sur les *smart grids*. Empochant 9,6 millions d'euros de l'Ademe (sur un budget total de 43 millions), il mène depuis 2012 la première expérimentation grandeur nature d'un réseau intelligent complet à l'échelle de plusieurs quartiers, à Lyon et Grenoble : c'est le démonstrateur GreenLys. Lequel a recruté sans mal un millier de volontaires pour tester Linky, « *pour concevoir des outils informatiques complémentaires permettant de récupérer les données, les croiser avec d'autres, les enrichir,*

³ www.lesechos.fr/10/09/2014/lesechos.fr/0203765734149_edf-et-sa-filiale-rte-divergent-dans-leurs-previsions-de-la-demande-electrique.htm

⁴ AEPI, brochure « Smart grids »

produisant des indicateurs utiles au métier et pouvant les restituer », selon le chef de projet.⁵ Culture grenobloise : ici les cobayes sont fiers de contribuer à l'innovation.

Curieusement, fin 2010 l'Ademe émet des réserves quant au gain réel en économies d'énergie de Linky. Aussi sec, la Commission de régulation de l'énergie (CRE, l'autorité technocratique qui pilote notre vie du point de vue électrique) commande un rapport complémentaire à la société de services informatiques grenobloise CapGemini. Judicieux, puisque CapGemini développe justement avec succès son offre « *Smart Energy Services, une gamme complète de solutions intelligentes autour des compteurs (smart metering), des réseaux (smart grid) et des foyers (smart home), ainsi que des outils d'analyse (smart analytics).* »⁶ Après un suspens intolérable, les experts concluent favorablement, et la CRE approuve le déploiement de Linky en juin 2011. Par une heureuse coïncidence, c'est CapGemini que choisit RTE (Réseau transport d'électricité)⁷ début 2013 pour moderniser son système de pilotage de l'ensemble des équipements assurant la communication avec les câbles et circuits à très haute tension, postes électriques, transformateurs, disjoncteurs, etc.

CapGemini aide le réseau français à devenir « intelligent ». Il n'est pas seul, puisqu'Atos Worldgrid, autre groupe de services numériques, fournit le logiciel final des 35 millions de Linky. Expertise grenobloise, derechef : en 2012, Atos Worldgrid a regroupé ses activités autour de la supervision de production, du transport et de la distribution de l'énergie, dans son nouveau siège mondial implanté sur le site « réhabilité » de Bouchayer-Viallet. Tout un symbole : les industriels Bouchayer et Viallet (chaudronnerie et mécanique) livrèrent les turbines et autres matériels pour exploiter la houille blanche à ses débuts – ainsi que des obus pour la guerre de 1914-18. Ce n'est pas pour eux qu'Atos est à Grenoble, mais pour les *synergies* locales entre industriels, chercheurs et start up.

Pour une vraie contention électronique, il faut pucer les millions de matériels connectés au réseau électrique afin de leur permettre de communiquer entre eux. Pas de problème, Grenoble sait faire, avec l'usine à puces de STMicroelectronics à Crolles. La multinationale, rejeton du Commissariat à l'énergie atomique de Grenoble, associée à IBM sur son site de fabrication crollois, fabrique des composants pour compteurs intelligents depuis longtemps – notamment vendus en Italie. Depuis 2013, STMicro va plus loin avec « *STCOMET10, premier compteur de relevés intelligents complet, proposé sous la forme d'un système sur puce* ». Le groupe a siphonné 12 millions d'euros à l'Ademe en 2012 pour le projet « SoGrid », en association avec ERDF et dix autres partenaires, parmi lesquels CapGemini et l'INPG. « *SOGRID permettra de passer (...) à un réseau intégralement intelligent. Cette chaîne de communication constituera une rupture technologique comparable à ce qu'a représenté le développement d'Internet dans le monde des télécoms au début de ce siècle* », nous informe le communiqué de presse. Internet a *tout* changé dans nos vies.

Les 12 millions de l'Ademe étaient l'apéritif. En 2013, STMicroelectronics extorque 273,8 millions d'euros à l'Etat, entre autres subventions, pour le programme « Nano 2017 » co-porté par le CEA-Léti. Avec l'appui des élus « écologistes » du département : « *Nous soutenons*

⁵ <http://www.filiere-3e.fr/2015/07/06/greenlys-une-experimentation-grandeur-nature-du-smart-grid/>

⁶ <https://www.fr.capgemini.com/ressources/smart-energy-services->

⁷ RTE est la filiale d'EDF chargée du transport de l'électricité haute tension et très haute tension. Elle achemine le courant vers le réseau de distribution d'électricité. Celle-ci est assurée à une tension plus basse, notamment aux particuliers, par ErDF, autre filiale d'EDF, et par certaines entreprises de distribution électrique locales, comme GEG à Grenoble.

le projet Nano 2017 », ⁸ assure le conseiller général EELV Olivier Bertrand, qui vote la subvention de 28 millions d'euros. Toujours plus d'argent pour toujours plus de puces, toujours plus petites et puissantes : c'est avec la nano-électronique que STMicro peut produire des compteurs intelligents sur une simple puce. Si les syndicats, CGT, CFDT, CFE-CGC et Unsa, manifestent en cet automne 2015 et ont remis une pétition au gouvernement, ce n'est pas pour dénoncer leur participation à un projet techno-totalitaire, mais parce qu'ils craignent pour leurs emplois en raison d'une possible restructuration de la branche numérique du groupe. Marc Leroux, délégué syndical CGT revendique : « *Nano 2017 prévoit que l'usine de Crolles industrialise deux tiers des produits de la fonction numérique.* » ⁹ Chez STMicro, on défend son emploi, qui consiste pour beaucoup à détruire l'emploi des autres. Par exemple ceux des quelque 6000 techniciens et releveurs de compteurs qui disparaîtront avec Linky, le compteur qui communique les données à *distance* grâce aux puces de ST.

Abrégeons. Sans surprise, CG, le fabricant indien de compteurs Linky choisit Grenoble (Fontaine, en proche banlieue) en novembre 2014 pour installer son usine. « *Ici, nous avons trouvé un fournisseur de cartes électroniques, mais aussi un écosystème industriel et universitaire, un territoire où existent de nombreux projets liés aux "smart cities"* », explique au *Daubé* Laurent Dumortier, le patron de CG. ¹⁰ Lui n'aura aucun mal à s'intégrer, il parle le dauphinois couramment.

De son côté, Schneider Electric dévoile début octobre 2015 son projet « GreenOValley », son plus gros investissement mondial, pour regrouper à Grenoble 2700 personnes et favoriser « *les synergies recherche/université/industrie avec les grands acteurs publics et privés présents localement : CEA, CNRS, INPG, Université Joseph Fourier, STMicroelectronics, etc* ». Luc Rémond, président de Schneider Electric France, nous explique : « *C'est nécessaire dans la mesure où les disciplines dans lesquelles nous devons continuer d'investir sont de plus en plus diversifiées : il y a quinze ans, l'électrotechnique était notre métier principal. Aujourd'hui (...) nous devons y associer des compétences en électronique, en numérique, en applications logicielles. Si notre offre client contient toujours des éléments permettant d'assurer la distribution d'énergie en toute sécurité, nous allons aussi proposer des éléments qui permettent de connecter tous les objets entre eux* ». ¹¹ Sans blague ?

La liste est interminable, en fait, des boîtes et des laboratoires grenoblois qui profitent de l'aubaine Linky. Il suffit de rappeler que deux pôles de compétitivité de la région, Minalogic (micro, nanotechnologies, logiciels) et Tenerrdis (énergie) concentrent toutes les « expertises » nécessaires au flicage électrique. Que les projets de ces pôles pour nous faire vivre l'enfer Vert se comptent par dizaines. On te laisserait, lecteur, à détailler les « Senscity », « EcoCité », « Smart Electricity ». Ou le nouveau label « French Tech » attribué à « Digital Grenoble », pour pousser plus loin encore la capture numérique de ta vie d'Alpin. Cette grise langue technocratique décrit ton avenir dans la « ville intelligente ». Ta maison pilotée par ordinateur, tes transports pilotés par ordinateur, ta santé pilotée par ordinateur : ta vie pilotée par ordinateur. Ta vie d'ordinateur. De machine un peu moins intelligente et communicante que celles que tu achètes à la FNAC.

⁸ <http://france3-regions.blog.francetvinfo.fr/politique-alpes/2015/03/13/departementales-isere-les-petites-phrases-des-invites-de-la-voix-est-libre.html>

⁹ Cité par *Le Daubé*, 24/09/15

¹⁰ 19/11/14

¹¹ *Le Daubé*, 6/10/15

À Grenoble, le courant passe (toujours) entre université, industrie et pouvoir

Cet « écosystème grenoblois », qui génère et attire les pires producteurs d'innovation, s'est constitué, on le sait, par l'alliance entre les élus, les chercheurs et les industriels.

Nos lecteurs se souviennent que l'Institut électrotechnique de Grenoble, créé en 1898 avec l'appui de l'industriel Bergès, « *s'impose d'emblée une règle de conduite pour le développement tant des enseignements que des laboratoires : s'adapter aux besoins de l'industrie locale.* »¹²

C'est la naissance de la si profitable liaison recherche-industrie-pouvoir. Rien n'a changé depuis. Dans les années 1950, le directeur de l'Institut Polytechnique de Grenoble (futur INPG), Félix Esclangon, part enseigner à Paris où une chaire d'« énergétique appliquée » est créée en Sorbonne spécialement pour lui. Celle-ci est subventionnée par EDF et Gaz de France.

En avril 2012, la vieille connivence entre l'INPG et l'industrie électrique donne lieu à un nouveau partenariat : la création d'une « chaire industrielle d'excellence » dédiée aux *smart grids*, financée par ERDF. Fierté dauphinoise : « *Cette chaire est portée par Nouredine Hadjsaid, spécialiste mondial dans le domaine des smartgrids et seul chercheur français à être reconnu sur la scène internationale dans le domaine* »¹³, nous apprend l'école d'ingénieurs. L'assurance de disposer d'un vivier de personnel qualifié compte pour beaucoup dans les choix d'implantation des entreprises. Ici, l'INPG devance les attentes des industriels, en créant une filière dédiée à ERDF, chargé d'implanter les compteurs Linky.

Sur la photo d'inauguration de la chaire ERDF : le professeur Hadjsaid et les responsables de l'INPG, Claude Ricaud de Schneider Electric, autre partenaire de l'INPG ; François Loos, ex-ministre et patron de l'Ademe ; Marc Boillot d'ERDF et Geneviève Fioraso, députée de l'Isère, adjointe au maire de Grenoble et bientôt ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Si vous pensez que la fuite en avant technologique est un phénomène « naturel », dénué d'intention, regardez cette photo, abondamment relayée par la propagande de la cuvette¹⁴. On y voit les *visages* de la technocratie, qui a décidé contre nous d'implanter dans nos maisons le mouchard Linky.

Détail piquant : le « contact presse » de la fondation partenariale de l'INPG, mentionné sur le dossier de la nouvelle chaire ERDF, est une certaine Delphine Chenevier. Celle-ci a été « chargée de mission projet olympique » pour la Ville de Grenoble en 2008, chargée de com' de la SEM Minatec Entreprises présidée par Geneviève Fioraso, assistante de la députée Fioraso et « conseillère Presse et affaires réservées » de la ministre Fioraso de 2012 à 2015. Depuis la démission de celle-ci, elle officie au Synchrotron. Et pourquoi pas, puisque Fioraso - comme son compagnon Stéphane Siebert, cadre du CEA-Grenoble, comme Destot, comme Dubedout avant eux, comme tant d'autres dans la cuvette - passe *naturellement* du milieu techno-scientifique au milieu politique, les deux faces d'un même pouvoir dans la technopole. Comme Delphine Chenevier, ils sont des centaines d'employés à nouer *concrètement* la liaison recherche-industrie-pouvoir, et à en tirer un bénéfice personnel. Derrière la montée du techno-totalitarisme et notre incarcération dans la prison numérique, il y a des noms, des personnes, des carrières, des choix et des décisions. Ce n'est pas un processus fatal ni impersonnel.

Le lobbying des élus dauphinois

Fioraso, la porte-parole du techno-gratin dauphinois, s'active depuis toujours aux côtés des chercheurs et des industriels de la cuvette pour faire avancer les *smart grids*. « *En tant que parlementaire et élue locale, j'ai toujours défendu le déploiement des réseaux intelligents* », dit-

¹² cf. *L'ingénieur moteur de l'innovation : un siècle de formation d'ingénieurs à Grenoble*. Les Editions des Vignes et l'Institut National Polytechnique de Grenoble

¹³ <http://www.grenoble-inp.fr>

¹⁴ Notamment par l'Agence d'études et de promotion de l'Isère (AEPI)

elle lors de l'inauguration de la chaire ERDF. C'est exact, elle l'a fait par exemple dans son rapport parlementaire « Economie, industrie et énergie » de 2011.

La technocrate vitupère à son habitude contre les opposants à ses projets, avec un argumentaire digne des hautes pensées de Michel Destot : « *Certains ont même évoqué un phénomène de « big brother » qui permettrait de connaître les détails de votre activité au domicile en fonction de votre consommation d'électricité ! Même si tout cela est exagéré (il y a aussi des caméras dans les trams, dans les banques et personne ne s'en plaint car l'avantage est reconnu en termes de sécurité et que dire du téléphone portable qui permet de reconstituer vos journées, en contrepartie, acceptée, des avantages permis par son utilisation...) Il y a sûrement des ajustements à trouver et une inquiétude à apaiser, une confidentialité à assurer, mais l'enjeu environnemental et économique doit nous permettre de dépasser une polémique dont il faut absolument éviter qu'elle ne bloque le développement d'une initiative essentielle pour réussir la transition énergétique.* »¹⁵

Il est exagéré de refuser de manger de la vache folle, puisqu'il y a aussi des pesticides plein les légumes, des hormones dans le veau et des métaux lourds dans les poissons, et personne ne s'en plaint car il faut bien se nourrir.

La solution pour étouffer l'opposition ? « *Un partenariat entre technologues et experts en sciences sociales et humaines.* »¹⁶ Ça tombe bien, on a ce qu'il faut à l'université de Grenoble, où des chercheurs en sciences sociales s'activent à la technification de nos vies. Au laboratoire PACTE (Politiques publiques, ACTION politique, Territoires), par exemple, où l'équipe du pôle EDDEN (Economie du développement durable et de l'énergie) fait notamment de la sociologie de l'énergie. Le pôle collabore au démonstrateur GreenLys, où « *il contribue sur les domaines des régulations des nouveaux réseaux, des incitations et des tarifications, des investissements nécessaires et à l'adoption de ces nouvelles technologies dans une optique Management De l'Energie (MDE), d'acceptabilité sociale et de réduction des empreintes carbone des usages énergétiques.* »¹⁷ Ces fanatiques s'acharnent. Quand l'atmosphère aura pris 4°, ils continueront à recommander régulation, investissements, management.

Plus discret que Fioraso, le député PS – et ex-maire - de Crolles (où est implanté STMicro) François Brottes n'est pas moins investi dans la promotion des savoir-faire locaux. Lors de l'annonce du plan Nano 2017, le premier ministre Ayrault déclare : « *L'Etat a donc décidé de s'engager après de longues discussions et négociations pour être sûr que le choix était pertinent. Vous avez été nombreux à être les porte-parole, je pense en particulier à François Brottes, pour nous convaincre.* »¹⁸ C'est à ces petites phrases qu'on mesure l'avidité opiniâtre du techno-gratin, et sa longue expérience dans la traite des fonds publics à son profit.

Président de la commission des Affaires économiques, Brottes a fait adopter une loi sur « la transition vers un système énergétique sobre » en avril 2013. En 2014, lors d'une audition du patron d'ERDF à l'Assemblée, il piaffe : « *S'agissant du compteur Linky, l'échéance de 2021 me semble bien lointaine : certains pays vont plus vite dans ce déploiement. Les charges seront étalées, j'entends bien ; mais comment mettre en oeuvre de nouvelles approches de consommation sans cet outil ?* »¹⁹ S'il veut réduire la consommation d'électricité des simples citoyens, en les fliquant par le compteur Linky, le député ne refuse rien, en revanche, à l'industrie. À propos de la rénovation d'un poste de transformation électrique 225 000 volts dans le Grésivaudan, il assurait en 2010 : « *C'est vital sur notre territoire, où beaucoup d'emplois*

¹⁵ genevieve-fioraso.com/2012/04/28/la-1ere-chaire-industrielle-francaise-sur-les-smartgrids-a-grenoble/

¹⁶ Idem

¹⁷ <http://greenlys.fr/lepii/>

¹⁸ archives.gouvernement.fr/ayrault/premier-ministre/annonce-du-nouveau-programme-de-developpement-de-nanotechnologies-nano-2017.html

¹⁹ <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-ceelectricite/14-15/c1415008.asp>

dépendent d'un approvisionnement en énergie sûr et continu. Si le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics a choisi de s'implanter à Crolles, c'est parce que nous avons pu lui apporter des garanties sur la fourniture d'électricité. »²⁰

Cette déclaration, faite au journal de RTE, résonne singulièrement à l'automne 2015. Après avoir porté de nombreux textes législatifs sur le secteur de l'électricité, François Brottes vient en effet d'être nommé président de RTE par François Hollande. On vous entend hurler au conflit d'intérêt : seriez-vous jaloux du nouveau salaire à 398 000 € du président Brottes ? Vous ne comprenez rien à la liaison recherche-industrie-pouvoir. Le Dauphinois Brottes, à la tête de RTE, peut bien mieux échanger avec son prestataire dauphinois CapGemini ; encore mieux avec l'industriel STMicroelectronics qui loge sur sa commune et a bénéficié de ses largesses en millions d'euros depuis des années. En voilà, de l'efficacité énergétique ! Du réseau communicant !

Brottes nous avait prévenus depuis lurette. *« Ici les élus ont été vaccinés à la high-tech, cela permet d'avancer plus vite et d'éviter de se poser des questions métaphysiques. »²¹* Sa sortie, qu'on s'excuse de citer une fois de plus, disait tout de nos décideurs. Manip', cynisme et carriérisme.

Contre l'illusion de la convivialité cybernétique

Pour l'instant, il semble que les habitants de la cité-machine renâclent face au nouveau compteur. C'est que ça va coûter cher, et qui va payer ? C'est contraignant de s'adapter à une nouvelle machine, qui plus est censée modifier nos comportements. On est chez soi, tout-de-même, si on ne peut plus faire ce qu'on veut. Il y a aussi les électro-sensibles qui veulent des logements sans pollution électromagnétique.

Ce n'est pas que le pouvoir redoute de graves blocages, mais il serait utile à la bonne marche de la *smart city*, que chacun adopte rapidement les bons gestes. On y réfléchit. Par exemple, le site « smartplanet.fr » a rencontré Stéphane Hugon, sociologue à la Sorbonne et pour sa propre boîte d'études, qui a des idées pour nous vendre la « planète intelligente » :

« Les smart grids peuvent être perçus comme le maillage réticulaire, tel qu'il existe aujourd'hui dans le monde de l'Internet, appliqué à l'énergie. En comprenant ce qui a fait le succès de ce réseau (la recreation de lien entre les individus), il est possible de mettre en place des systèmes d'échanges basés sur la confiance. Il faut donc déplacer le curseur de l'argument économique vers celui de la création de richesse pour son environnement immédiat. L'idée que, avec les économies d'électricité réalisées dans un quartier, nous serons capables d'alimenter une crèche, un immeuble ou un commerce de proximité redonne du sens aux projets de réseaux énergétiques intelligents, bien plus fédératrice que l'argument économique individuel.

"C'est par le collectif que la pratique consommatoire peut évoluer. Après avoir prôné l'individualisme, source d'ennui, d'isolement, voire de désenchantement, les Français ressentent le besoin de recréer du lien social, de s'enraciner à nouveau dans leur environnement, de se retrouver autour de projets communs."

Ainsi, les expériences de solidarité se multiplient (Fête des voisins, AMAP, apéros sauvages, nombreuses créations d'associations, etc.) et cette tendance durable peut profiter aux technologies smart grids, en les inscrivant dans une logique d'échanges symboliques, au travers de nouvelles formes de collectivité. »²²

²⁰ « Réso Rhône-Alpes Auvergne », journal de RTE (Réseau de Transport d'électricité), décembre 2010

²¹ *Le Monde*. 17 avril 2002

²² www.smartplanet.fr/smart-technology/tribune-la-revolution-smart-grid-ne-se-fera-pas-a-l%E2%80%99insu-du-consommateur-25603/

C'est beau comme du Jeremy Rifkin, l'écotechnocrate américain qui vend sa « Troisième révolution industrielle » aux décideurs, et notamment à la région Nord-Pas de Calais. *Distribuée, coopérative, démocratique* : selon Saint Jeremy, l'électricité - comme l'économie - forge grâce au numérique un monde ouvert, solidaire, délivré du mal. Nous formerons une *communauté mondiale* parce que nous vivons dans un *écosystème* (comme à Grenoble ?). Voilà qui ravira les tenants des *multitudes déterritorialisées*, du réseau mondial et de la *réappropriation* des hyper-technologies.

Chacun constate à quel point Internet a adouci nos mœurs sociales, apaisé les relations, enrichi notre humanité. L'hyper-connexion a développé la coopération, l'attention aux autres et à l'environnement, et tous s'en portent tellement mieux. Nous sommes tellement plus heureux que nos parents privés d'ADSL et de *smartphones*, notre avenir s'annonce tellement plus radieux. Imaginez la félicité des réseaux « intelligents » : plus nous déléguons à la « machine à gouverner », plus nous connaissons la paix et la prospérité. C'est la promesse de la religion cybernétique dont Rifkin porte la parole à travers le monde, et que les laboratoires grenoblois appliquent avec *science*.

Rien n'est plus reposant que de se laisser porter par le *big data*. Plus besoin de décider, de débattre, de réfléchir : nos milliards de données tracent la seule voie possible, l'Optimum. Nos ingénieurs ont tout prévu. Répétons-le avec l'ex-premier ministre Ayrault : « *Si on cherche une inspiration anticrise, si on cherche une inspiration anti-déclin, alors, je dis : venez à Grenoble, venez à Grenoble* »²³ !

Pièces et main d'œuvre
Grenoble, le 6 octobre 2015

²³ archives.gouvernement.fr/ayrault/premier-ministre/annonce-du-nouveau-programme-de-developpement-de-nanotechnologies-nano-2017.html